

Elles craignent une dégradation dans la région

Elles sont vues comme des facteurs de déstabilisation

« Elles » provoqués par le conflit, l'expression utilisée en aparté par le ministre délégué aux affaires sahariennes et africaines, M. Messahel.

En ce contexte de quasi-panique dans les pays du Sahel, l'Algérie – la plus riche de la zone et paré de « légitimité » aux yeux de ses voisins en matière de lutte contre le terrorisme – a, de façon spectaculaire est parée de « légitimité » aux yeux de ses voisins.

Elle est parée de « légitimité » aux yeux de ses voisins

Elle a capté la situation à son avantage. Nous avons parlé d'une seule voix, s'est félicité l'issue des travaux. M. Messahel a insisté sur un objectif commun : « L'éradication absolue du terrorisme et du crime organisé. »

En Algérie, elle-même confrontée pendant plusieurs semaines à une recrudescence des attentats sur son territoire, centralise tous les moyens : le Comité d'états-majors

opérationnels conjoints (Cemoc) créé en avril 2010 dans le sud du pays, à Tamanrasset, et désormais l'Union de fusion et de liaison (UFL), installée dans la capitale algérienne et destinée à regrouper les services de renseignement.

Mais ce leadership, Alger entend le mener à sa manière, en écartant toute perspective d'action militaire commune pourtant réclamée par ses voisins. « Force est de constater que notre dispositif est encore loin d'être opérationnel », a déploré le ministre nigérien.

« Ce n'est pas dans notre tradition d'envoyer des troupes en dehors du pays, s'est agacé M. Messahel. Nous avons un peuple qui a beaucoup donné et, dans notre culture, nous songeons d'abord à défendre notre territoire. » « A Tamanrasset, on s'ennuie », lâchait en aparté, dépité, le responsable militaire délégué au Cemoc d'un pays ami.

Un prochain rendez-vous, identique à celui d'Alger, a été fixé dans six mois, dans l'une des quatre capitales coorganisatrices. ■

Isabelle Mandraud



Algérie, le 1^{er} septembre. FAROUK BATICHE/AFP

Les hommes créent une situation en Corée du Nord

Leur manque de conscience, alors que le premier pays à se tourner face au régime nord-coréen

Les plus dramatiques est le manque de conscience de rééducation » de Jeungprovinde du Pyongan du Sud), ont été détenues sur le code pénal nord-coréen de passer en Chine.

En outre, selon Kim Soo-am, expert des conditions pénitentiaires en République populaire démocratique de Corée (RPDC) à l'Institut coréen

rappports, nourris de témoignages de détenus des camps, ont multipliés depuis la fin de l'année 1990

pour l'unification nationale (organisme gouvernemental) et auteur d'une étude sur le code pénal nord-coréen, « les prisonniers sont sous de telles conditions de détention que leur santé physique et mentale se dégrade, ils sont exposés aux maladies ». Bien qu'il y ait une plus grande conscience, il manque une volonté politique pour s'attaquer au problème », estime Ha Taeyung, président de l'ONG sud-coréenne, Open North Korea. L'ac-

tion à mener pour améliorer la situation des droits de l'homme en RPDC divise l'opinion en Corée du Sud – premier pays concerné puisqu'il s'agit du même peuple.

Le débat sur un projet de loi à ce sujet en témoigne : présenté par la majorité gouvernementale, le texte qui ferait de la défense des droits de l'homme en RPDC une obligation, pour le gouvernement de Corée du Sud, est pendant, depuis avril 2010, en raison de l'opposition du Parti démocrate qui demande que cette question ne soit pas dissociée de celle de l'assistance humanitaire.

Selon Suh Bo-hyeok, professeur à l'université Ewha à Séoul, auteur d'une étude sur « Les droits de l'homme en Corée du Nord et la paix dans la péninsule » (non traduite), la question fondamentale est moins de dénoncer la gravité de la situation que de trouver une politique adéquate pour y remédier : la confrontation avec Pyongyang n'a pas produit de résultat, fait-il valoir, alors qu'une approche combinant pressions et assistance économique et technique pourrait s'avérer plus efficace. ■

Philippe Pons

La sortie de la Grèce de la zone euro évoquée à mi-voix

Longtemps taboue, cette hypothèse a été formulée par un ministre néerlandais

Bruxelles (bureau européen) Correspondant

Le tabou a longtemps résisté, mais il commence à se lézarder : l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro est désormais évoquée à demi-mot par certains de ses créanciers européens, excédés par son incapacité à tenir ses engagements budgétaires.

Les Pays-Bas ont été les premiers à agiter un tel chiffon rouge. Le ministre néerlandais des finances, Jan Kees de Jager, a appelé jeudi 8 septembre à sanctionner les pays incapables de respecter la discipline budgétaire commune : « Si un pays ne souhaite pas satisfaire aux exigences [de la zone euro], alors, il n'y a pas d'autre option que de la quitter », a assuré le ministre, tout en précisant que cette perspective n'était pas possible à ce stade.

Une façon pour le gouvernement minoritaire néerlandais de donner des gages au dirigeant d'extrême droite Geert Wilders, qui s'oppose à toute aide à la Grèce. Et un coup de semonce à l'heure où le désarroi gagne les gouvernements européens face à la pression persistante des marchés.

Le grand argentier allemand, Wolfgang Schäuble, a lui aussi haussé le ton jeudi : « Je comprends qu'il y ait de la résistance aux mesures d'austérité au sein du peuple grec, mais, au final, c'est à la Grèce de savoir si elle peut remplir les conditions qui sont nécessaires pour faire partie des membres de la devise commune », a-t-il dit.

Ces prises de position traduisent la grande impatience et la lassitude des créanciers de la Grèce, à l'heure où la mission d'inspection du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission a suspendu ses travaux, faute de progrès à Athènes.

L'Allemagne et les Pays-Bas, ainsi que la Finlande, ont clairement fait savoir que les plans d'aide seraient interrompus si le gouver-

nement grec n'accélérait pas les réformes promises en échange de la solidarité européenne.

Tandis qu'en France, droite et gauche se sont unies jeudi pour ratifier le second plan de soutien concocté le 21 juillet à Bruxelles, la Finlande exige des garanties supplémentaires de la part d'Athènes avant de faire de même. Et la Slovaquie menace de temporiser jusqu'en décembre. « Personne ne sait plus quoi faire pour régler le problème, alors les hypothèses les plus folles circulent », décrypte un haut fonctionnaire.

Effet domino

Une sortie de la Grèce est-elle envisageable? Non, à en croire la Commission européenne. « La participation à la zone euro est irrévocable », a tenu à rappeler le porte-parole du commissaire aux affaires économiques, Olli Rehn : « Les traités ne permettent ni de sortir ni d'exclure de l'union monétaire. »

Les responsables européens se disent d'autant plus déterminés, qu'ils craignent un effet domino préjudiciable pour la crédibilité de la zone euro. Après la Grèce, les marchés chercheraient à pousser un autre pays sous assistance, l'Irlande ou le Portugal, à quitter l'euro. « Les gens raisonnables se méfient des conséquences incalculables d'un tel mouvement », dit un haut responsable européen.

Pour les responsables européens, une sortie de la Grèce aurait autant d'avantages que d'inconvénients et ne dispenserait pas de poursuivre les mesures de sauvetage. En privé, certains suggèrent cependant qu'une sortie de la Grèce pourrait constituer le seul moyen pour lui permettre de se redresser, en dévaluant sa monnaie, tout en réduisant les risques de gangrène au reste de la zone. Pour eux, la survie de l'union monétaire pourrait même passer par là si la Grèce était incapable de rebondir. ■

Philippe Ricard

Allemagne

Deux hommes soupçonnés de préparer un attentat ont été arrêtés

BERLIN. Deux hommes suspectés d'avoir planifié un attentat à la bombe à Berlin ont été interpellés, jeudi 8 septembre, dans la capitale allemande. Le parquet de Berlin a confirmé l'ouverture d'une enquête visant un homme de 28 ans originaire de la bande de Gaza et un Allemand d'origine libanaise âgé de 24 ans pour « suspicion de préparation d'un attentat contre l'Etat ». Ils sont soupçonnés d'avoir voulu confectionner une bombe en se procurant des composants électriques et de l'acide utilisé en agriculture. L'arrestation intervient à quelques jours du dixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et de la visite en Allemagne du pape Benoît XVI du 22 au 25 septembre. Rien n'indique toutefois que les suspects comptaient passer à l'acte à l'occasion d'un de ces événements, selon un enquêteur. En outre, aucune cible précise potentielle n'a été identifiée, a ajouté le porte-parole de la police, Thomas Neuendorf. – (AFP) ■

Royaume-Uni Une enquête conclut à la mort d'un Irakien à la suite de « violences gratuites » de soldats

LONDRES. Des soldats britanniques se sont livrés à « une série épouvantable de violences gratuites » sur un détenu irakien qui a succombé à ses blessures en 2003 à Bassorah dans le sud de l'Irak, a conclu une enquête britannique, jeudi 8 septembre, à Londres. Agé de 26 ans, réceptionniste dans un hôtel, Baha Moussa est décédé le 15 septembre 2003 après avoir été battu par des militaires britanniques à Bassorah, alors sous contrôle du Royaume-Uni. Il a succombé après 36 heures de garde à vue et présentait 93 blessures. Le document dénonce le comportement de plusieurs hommes du premier bataillon du Queen's Lancashire Regiment (1QLR), qui ont une « lourde responsabilité » dans ce drame, notamment le colonel Jorge Mendonca, alors à la tête de l'unité. – (AFP)

Espagne Douze régions appelées à limiter leur déficit

MADRID. 12 régions espagnoles (sur 17) n'ont pas atteint au premier semestre l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement et doivent donc faire des efforts supplémentaires, a indiqué, jeudi 8 septembre, le ministre de l'économie, Elena Salgado. Le déficit cumulé des 17 régions atteignait fin juin 1,20 % du produit intérieur brut (PIB), proche de l'objectif fixé par le gouvernement pour la fin de l'année (1,3 %), a annoncé M^{me} Salgado. Les plus déficitaires sont les îles Baléares (-2,11 %), l'Estrémadure (-2,59 %) et la Castille-la-Manche (-4,16 %). – (AFP)